

Dédiaboliser le débat sur l'eau

Lors de la 5^e édition du séminaire "Sésame" à Montpellier le 10 octobre, les intervenants ont expliqué l'importance de penser les projets de développement, en partant de l'échelle locale et en mettant l'eau au cœur de la réflexion.

"L'enjeu des politiques de développement agricole à mettre en place, c'est la sécurité alimentaire, la bonne gestion des ressources naturelles, le développement humain et économique", lançait Alain Moulinier, vice-président du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAER), en ouverture du séminaire international "Sésame" le 10 octobre, à Montpellier. "Mais ce besoin de transition des politiques agricoles est amplifié par le défi du changement climatique, d'autant que nos trois grandes régions (Afrique de l'Ouest, Afrique du Nord et Europe du Sud) seront encore plus impactées à l'avenir, du fait de leur extrême vulnérabilité face la préservation de la ressource naturelle, aux besoins alimentaires croissants, et à la nécessité de développer une agriculture durable."

Ce défi impose d'anticiper et de réussir les transitions à grande échelle, car les ressources du vivant sont altérables et, sans changement, les problèmes sociaux-économiques, environnementaux et alimentaires iront en s'amplifiant. "Notre manière de penser doit donner l'ambition d'une double approche : celle des filières, couplée avec celle des territoires. Le tout doit s'orchestrer autour d'une gouvernance territoriale bien plus intégrée des filières à différents niveaux : local, du bassin versant,

régional et bien entendu national", rappelait le vice-président.

Partir du local

Malgré les kilomètres ou la Méditerranée qui les séparent, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord et l'Europe du Sud ont un point commun : la problématique de l'eau. "En Afrique, la différence entre exportation et importation est en train d'exploser : tous les pays de la zone sont importateurs nets, avec une population en croissance, tandis que le continent est déjà au taquet de l'utilisation des ressources de sol. Conséquence : la problématique de l'eau se tend", expliquait Bernard Hubert, président d'Agropolis international. Pour preuve, plus de 85 % de l'eau disponible est utilisée pour l'agriculture en Egypte, Syrie ou au Maroc, quand la France en mobilise seulement 10 %. Pour le chercheur, il faut désormais "faire avec" les atouts locaux, "pour penser le développement de chaînes de valeur localisées, avec des filières qui interagissent et des productions diversifiées pour une alimentation durable". En clair : revenir aux races et végétaux locaux, aux savoir-faire attachés à une région, impliquer les acteurs locaux...

Des exemples d'initiatives locales ont ainsi été présentés, à l'image des GDA qui se développent au sud de la Tunisie comme l'expliquait Saad Seddik,



La plateforme de réflexions partagées Nord-Sud "Sésame" regroupe différents pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique du Nord et d'Europe du Sud. Tous se sont réunis le 10 octobre dernier à Agropolis (Montpellier) pour le séminaire annuel de réflexion.

un membre de l'association "Échanges méditerranéens" ; ou de la restauration de systèmes agro-pastoraux par Grigori Lazarev, ex directeur à la FAO. En France, le pivot de la gestion de l'eau est l'Association syndicale autorisée (ASA), "qui permet d'administrer localement l'irrigation avec une gestion de l'eau au plus près des ressources et des acteurs concernés", détaillait Vincent Kulezsa, de la Société du canal de Provence, membre de l'Afeid (Association française pour l'eau, l'irrigation et le drainage). Mais comme l'expliquait Patrice Burger, président fondateur de l'ONG Cari, dédiée au développement des zones arides et à l'agroécologie, "rien d'important ne peut plus se faire sans la société civile", que ce soit au nord ou au sud de la Méditerranée. "On ne faisait pas le lien entre la lutte contre la désertification et la lutte contre l'érosion des sols. Et pourtant, les deux sont liées : réinstaurer ou préserver l'agriculture, c'est contribuer à la stabilité sociale, sous peine de voir des migrations économiques notables s'installer, avec l'arrivée de l'insécurité et de l'instabilité politique, comme on l'a vu dans le Nord du Mali."

Faire "l'un avec l'autre"

D'ici 2050, les études sur le changement climatique montrent que le climat actuel se déplacera de 150 km vers le nord et que les débits des cours d'eau baisseront en Paca de 10 à 20 %. "Moins de débit naturel, des périodes d'étiage plus précoces et plus sévères... tout cela va impacter les écosystèmes aquatiques et la répartition dans l'espace avec des milieux plus fragiles et des populations en augmenta-

tion. Les besoins en irrigation vont augmenter de 30 %, ce qui va nécessiter des modifications des pratiques agricoles, investir dans le stockage, développer l'irrigation, sélectionner les variétés adaptées aux terroirs, mettre en place des pratiques agroécologiques, adapter les calendriers et les rotations, récupérer l'eau, tout en continuant à partager les ressources avec d'autres acteurs-utilisateurs", résumait Aline Comeau, directrice générale adjointe de l'Agence de l'eau Adour-Garonne avant de poursuivre, sans langue de bois : "Ça fait 20 ans que les comités de bassin fonctionnent dans le conflit et les postures. Nos études montrent que même sans agriculture, les problèmes d'eau subsisteront. Il faut arrêter de s'élever les uns contre les autres car aujourd'hui, la question n'est pas de faire l'un contre l'autre, mais l'un avec l'autre. Les acteurs réunis au sein des comités doivent se comprendre et se mettre d'accord sur un plan et une politique de l'eau à moyen terme. Il faut arrêter d'opposer les solutions les unes aux autres : les acteurs agricoles doivent entendre la société sur ses attentes environnementales. Mais la société doit aussi changer de posture, et par exemple accepter, là où c'est possible, de stocker l'eau l'hiver pour un usage agricole. L'enjeu c'est d'avoir une gestion collective et prospective. Nous avons besoin d'élus éclairés et visionnaires, qui s'affranchissent des postures locales, avec des échelons régionaux stratégiques : car plus on va dans le local, plus les conflits s'atténuent car l'intérêt du territoire l'emporte", plaide la directrice générale adjointe.

CÉLINE ZAMBUJO

RÉACTION

Michel Pontier, président de l'Association des irrigants des régions méditerranéennes françaises (AIRMF)

Il faut 20 ans pour développer un projet



"C'est important que l'AIRMF soit présente à ce séminaire international à la fois pour acquérir des informations, mais aussi pour faire passer des messages. À entendre nos collègues Africains, on se rend compte qu'en système méditerranéen du Nord, et notamment en France, l'eau est précieuse mais pas rare. On a la chance d'être connecté à deux châteaux d'eau, les Alpes et les Pyrénées, avec un fleuve important et des fleuves côtiers abondants. Il est important de rappeler quelques chiffres : ainsi, l'ensemble des usages (domestiques, agricoles, énergétiques, industriels), ne consomment que 3 % de la ressource ; autrement dit, 97 % s'écoulent vers la mer ce qui confirme que si l'eau peut localement faire défaut en été dans certains bassins, elle est très abondante le reste de l'année. Mais ce n'est pas la seule donnée à retenir : par exemple, sur le total des écoulements, l'agriculture ne prélève que 1,7 % de la ressource renouvelable ; de plus, le volume d'eau moyen prélevé en France en 2010 pour les cultures irriguées est de 1 700 m³/ha/an, bien plus faible qu'en Espagne (4 800 m³) ou en Italie (4 000 m³). C'est important de rappeler ces informations, car à force de dire que l'on manque d'eau, on a tendance à l'oublier. Et pourtant, avec nos climats qui deviennent de plus en plus arides, nous savons que d'ici 20 ans, il n'y aura plus de cultures pluviales mais seulement des cultures irriguées. Il faut que nos élus aient conscience de ce changement car 20 ans, c'est le temps qu'il faut pour développer de grands projets tels que le développement de réseaux d'irrigation ou de stockage. Ce qui est étudié aujourd'hui sera effectif en 2038-2040. Il faut donc lutter contre les idées reçues de dire "on peut faire des cultures sans eau". Non, ce n'est pas possible. On peut mieux faire, mais on ne peut pas faire sans eau. C'est une idée simple, mais il faut du temps et une prise de conscience des élus. Le lac du Salagou était classé comme réserve naturelle ce qui nous interdisait son accès pour l'agriculture, alors qu'à l'origine c'était une retenue agricole. Une décision vient d'être prise pour augmenter les prélèvements et c'est le résultat de nombreuses concertations portées par l'AIRMF dont la mission est de montrer que l'irrigation génère de l'économie et des emplois (100 ha irrigués, c'est 23 emplois liés). De même, la réalisation par la Région du projet AquaDomitia de prolongation du transfert des eaux du Rhône est une avancée. Mais elle ne répond qu'à un quart du besoin global identifié par Aqua 2020 qui a sous-estimé les conséquences du changement climatique et les nouveaux besoins en eau agricole. Là aussi, l'AIRMF a participé à ce projet, comme nous le faisons en région Paca avec le projet de territoire des Hauts de Provence Rhodanienne."

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉLINE ZAMBUJO

Initiative dans l'Aude avec Réseaux 21

Le projet de stockage d'eau de Foncouverte (11), inscrit dans le Plan de gestion de la ressource en eau de l'Aude et porté par Réseaux 21, avance. L'objectif est de rendre étanche une zone de stockage située au niveau du sol, d'une capacité de 5,5 Mm³ et provenant de deux bassins versants : l'ajour et l'Orbieu. "Nous en sommes au stade de validation par le comité de pilotage, après avoir réalisé les études hydrauliques, faune et flore. Le projet devrait être déposé prochainement, puis traité par l'administration", résume Rémi Ibanez. Cette réserve d'eau, issue de la collecte d'eau pluviale sur les deux bassins versants concernés, permettra à terme d'irriguer 3 500 hectares. "L'idée est de capter cette eau qui va directement à la mer et de la rediriger vers l'irrigation (4 Mm³) et pour le soutien à l'estiage de l'Orbieu (1,5 Mm³)", détaille Christian Caillet, directeur général de Réseaux 21.



Rémi Ibanez et Christian Caillet, de Réseaux 21.

Le cahier de l'oléiculteur 2018 est paru

Les produits phytosanitaires autorisés pour les amateurs et les professionnels, le calendrier annuel des travaux de l'oléiculteur, les principales maladies tout ce qu'il faut pour l'oléiculteur moderne.

Ce document est disponible à partir de début novembre, sous forme de livret papier, dans la plupart des moulins à huile et dans les bureaux de l'Afic (Aix-en-Provence, Montpellier, Nyons). Il sera distribué dans les manifestations techniques dans lesquelles l'Afidol est impliquée.

Bac pro "Horticole", révision lancée !

Le 17 octobre dernier, la FNPF a participé à la première réunion relative à la révision du référentiel du bac pro "Horticole" qui couvre, dans les faits, l'horticulture mais aussi l'arboriculture, le raiçage, les semences et les plantes aromatiques. L'objectif initial fixé à cette révision était d'introduire plus d'agronomie au sein des enseignements. En fait, c'est une modification profonde qui est proposée. En effet, la nouvelle version se concentrerait uniquement sur la formation d'ouvriers hautement qualifiés et de chefs d'équipe. Le référentiel est donc structuré autour de trois champs de compétence : l'organisation du chantier, l'animation d'une équipe et la conduite du processus de productions horticoles. Reste un problème fondamental que la FNPF martèle, l'attractivité du diplôme, "alors que le titre n'est pas du tout évocateur des filières et donc des spécialités qui y sont rattachées". Cette révision s'inscrit dans un contexte compliqué pour la filière arboriculture fruitière qui souffre d'un manque criant de salariés formés. "Il est indispensable que les jeunes puissent s'orienter en toute connaissance de cause" a expliqué la FNPF lors de la réunion. Ce message semble avoir été entendu et des propositions de nouvelles intitulés devraient être formulées d'ici peu.

Nicolas Hulot veut "programmer la sortie de l'ensemble des pesticides à terme"

Dans une interview sur RTL, le 24 octobre, Nicolas Hulot a jugé qu'avec la torisation de nouveaux insecticides, est pris d'assaut de tous les côtés". Cernant les deux insecticides à base de sulfoxaflor, il a rappelé que l'Anses, une agence indépendante, tout en disant qu'il lui faisait confiance : "trois mois, elle me trouvera des alternatives pour les interdire, comme les autres néonicotinoïdes". Et d'une voix plus générale, "la meilleure manière c'est de programmer la sortie de l'ensemble des insecticides, pesticide à terme. Il y a maintenant des alternatives. Il y a d'autres pratiques possibles".

Assurance chômage : La FNSEA ne souhaite pas une extension aux agriculteurs

La FNSEA, reçue le 19 octobre à l'Élysée, a pu présenter ses attentes et propositions au Premier ministre et ministre du Travail sur les trois sujets inscrits à l'ordre du jour : l'assurance chômage, la formation professionnelle et l'apprentissage. Elle a rappelé la nécessité de maintenir le niveau d'exécution des charges patronales, dont bénéficient les employeurs agricoles particulièrement ceux qui emploient des salariés saisonniers, compte de l'absence d'harmonisation sociale européenne, réclamée depuis longtemps. Concernant l'assurance chômage, la FNSEA a fait part de son scepticisme quant à la volonté du Gouvernement d'étendre le champ de l'assurance agricole. Alors que la loi de financement de la sécurité sociale majoritaire les charges des exploitants agricoles, la FNSEA a exprimé son refus de participer au financement du dispositif. Sur la formation professionnelle, l'apprentissage reste pour la FNSEA une voie indispensable à développer même s'il faut simplifier son cadre législatif, c'est un dispositif qui a prouvé son utilité et sa pertinence auprès des employeurs quand il est piloté par des acteurs économiques.